

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET BUDGÉTAIRES

En 2010, la croissance économique a été plus élevée que prévu : 3,0 % du PIB réel comparativement à une croissance de 2,3 % prévue au budget de mars 2010.

Pour 2011 : la croissance prévue du PIB réel est de 2,0 %.

Pour 2012 : la croissance prévue du PIB réel est de 2,2 %.

L'objectif de revenir à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 est maintenu. En 2009-2010, le déficit a été de 3,2 milliards de dollars (1,1 milliard de dollars de moins que prévu). Les déficits prévus pour les années suivantes s'établissent à :

- 4,2 milliards de dollars en 2010-2011 (300 millions de dollars de moins que prévu);
- 3,8 milliards de dollars en 2011-2012;
- 1,5 milliard de dollars en 2012-2013;
- retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et suivantes.

RÉDUCTION DU POIDS DE LA DETTE

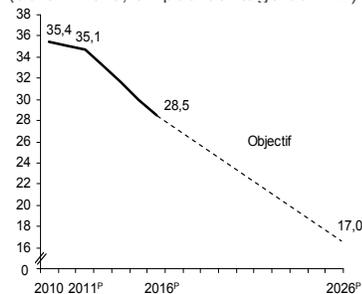
Lors du budget 2010-2011, le gouvernement s'est fixé de nouveaux objectifs de réduction de dette pour 2025-2026 :

- 17 % du PIB pour la dette représentant les déficits cumulés;
- 45 % du PIB pour la dette brute.

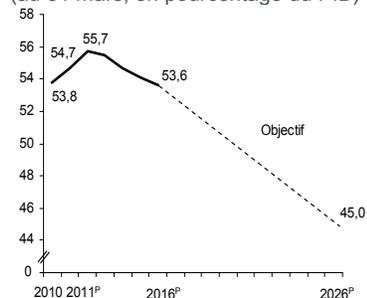
Pour ce faire, les tarifs d'électricité seront augmentés à compter de 2014-2015 et les revenus additionnels seront versés au Fonds des générations. Le présent budget annonce :

- d'abord, que le gouvernement diminuera graduellement ses investissements en infrastructures au cours des prochaines années tout en assurant le maintien de leur qualité;
- de plus, que 25 % des redevances minières, pétrolières et gazières excédant 200 millions de dollars seront versées au Fonds des générations à compter de 2014-2015.

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS (au 31 mars, en pourcentage du PIB)



DETTE BRUTE (au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2011, prévisions pour 2012 à 2016 et projections pour les années subséquentes.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

Variation en pourcentage	2010	2011	2012
Produit intérieur brut réel	3,0	2,0	2,2
Exportations	- 0,3	3,4	4,4
Mises en chantier (en milliers d'unités)	51,4	45,1	41,0
Création d'emplois (en milliers)	66,7	55,4	40,5
Taux de chômage (%)	8,0	7,7	7,5
Marchés financiers canadiens (%)			
Taux cible du financement à un jour	0,6	1,3	2,6
Bons du Trésor - 3 mois	0,6	1,4	2,7
Obligations - 10 ans	3,2	3,6	4,6

CADRE FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC - BUDGET 2011-2012

(en millions de dollars)

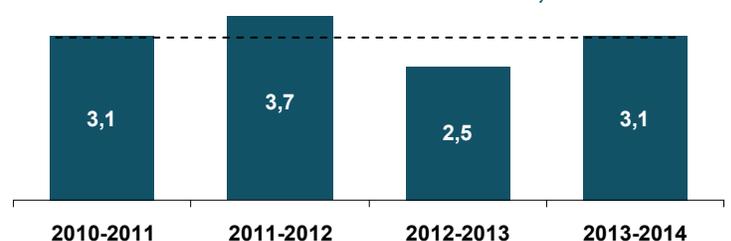
	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
Revenus budgétaires	62 376	65 375	69 087	72 087
Dépenses budgétaires				
Dépenses de programmes	- 59 819	- 61 284	- 62 113	- 63 325
Service de la dette	- 6 934	- 7 794	- 8 646	- 9 334
Total des dépenses budgétaires	- 66 753	- 69 078	- 70 759	- 72 659
Résultats nets des entités consolidées	1 209	1 143	1 119	655
Provision pour éventualités	- 300	- 300	- 200	—
Mesures à identifier	—	—	300	1 025
SURPLUS (DÉFICIT)	- 3 468	- 2 860	- 453	1 108
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	- 732	- 940	- 1 047	- 1 108
SOLDE BUDGÉTAIRE AU SENS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	- 4 200	- 3 800	- 1 500	0

Compte tenu des changements à la structure du cadre financier du gouvernement, le tableau ci-dessous illustre la croissance des dépenses sur une base comparable au budget de l'an dernier.

ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES 2010-2011 À 2013-2014

(en pourcentage)

MOYENNE 2010-2011 À 2013-2014 : 3,1 %



Note : Évolution des dépenses de programmes majorées des dépenses du Fonds pour le financement des établissements de santé et de services sociaux (FINESSS), du Fonds pour le financement des réseaux de transport terrestre (FORT), du fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF) et de la provision pour créances douteuses de l'Agence du revenu du Québec.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

Les emprunts réalisés au cours de l'exercice 2010-2011 devraient s'élever à 18,9 milliards de dollars.

En 2010-2011, 17,0 milliards de dollars ont été empruntés sur le marché canadien, dont :

- émissions publiques, 13,5 milliards de dollars;
- emprunts privés, 2,4 milliards de dollars.

En 2010-2011, le gouvernement a réalisé 8,6 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, et ce, dans deux devises différentes :

- un emprunt de 35 millions d'euros (47 millions de dollars canadiens) en avril 2010;
- un emprunt de 1 500 millions de dollars américains (1 549 millions de dollars canadiens) en juillet 2010.

En 2010-2011, le gouvernement a effectué pour 3,0 milliards d'emprunts par anticipation.

En 2011-2012, le programme de financement prévu est de 17 355 millions de dollars. Il aurait été de 20 315 millions de dollars si des emprunts n'avaient pas été effectués par anticipation en 2010-2011.

En 2012-2013, le programme de financement devrait être de 15 036 millions de dollars.

Au cours des 10 dernières années, le Québec a effectué, en moyenne, 22 % de ses emprunts en devises étrangères.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

(en millions de dollars)

	2010-2011 ^P	2011-2012 ^P	2012-2013 ^P
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU			
Besoins financiers nets ^{(1), (2)}	3 613	5 587	2 524
Remboursements d'emprunts	4 324	6 728	4 512
Variation de l'encaisse	- 4 283	- 2 960	—
Fonds d'amortissement des régimes de retraite, autres actifs des régimes et fonds dédiés aux avantages sociaux futurs - Dépôts	2 000	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽³⁾	479	—	—
Financement réalisé par anticipation	2 960	—	—
TOTAL — Fonds consolidé du revenu	9 093	9 355	7 036
FONDS DE FINANCEMENT			
Dont : remboursements d'emprunts	1 769	542	1 264
FINANCEMENT-QUÉBEC	4 327⁽⁴⁾	3 500	3 500
Dont : remboursements d'emprunts	400	1 936	1 839
TOTAL	18 886	17 355	15 036
Dont : remboursements d'emprunts	6 493	9 206	7 615

P : Résultats préliminaires pour 2010-2011 et prévisions pour les années subséquentes.

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées.

(2) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et du FCMA.

(3) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement a effectué des déboursés de 479 M\$ en 2010-2011 à la suite de l'évolution des taux de change. Ces déboursés n'ont pas d'effet sur la dette.

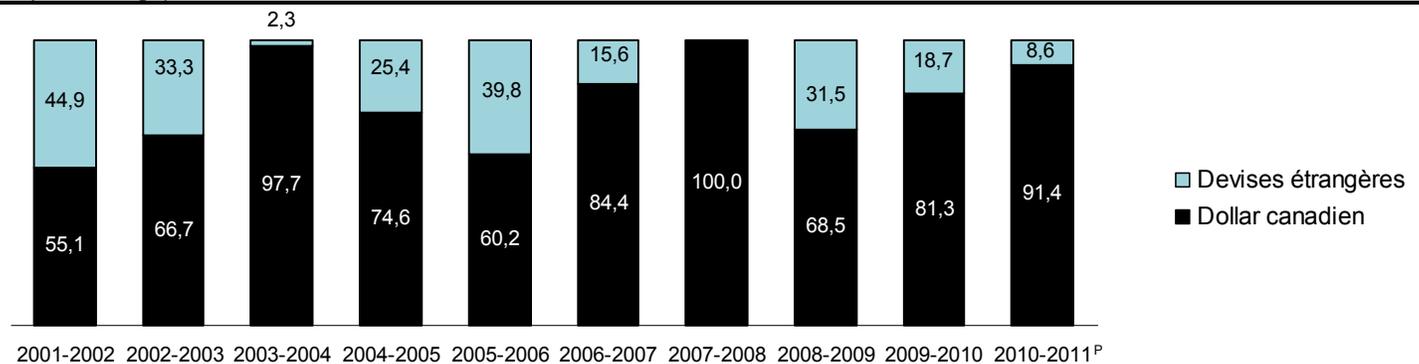
(4) Ce montant comprend les emprunts de 886 M\$ effectués auprès de la SCHL dans le cadre du programme de prêts à taux réduit pour les infrastructures municipales, et des emprunts à effectuer d'ici le 31 mars 2011 de 286 M\$ dans le cadre de ce programme.

COTES DE CRÉDIT ACTUELLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

AGENCE	COTE	PERSPECTIVE
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	AA-	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

EMPRUNTS RÉALISÉS PAR DEVISE⁽¹⁾

(en pourcentage)



P : Résultats préliminaires.

(1) Emprunts du fonds consolidé du revenu, emprunts pour le Fonds de financement et emprunts de Financement-Québec.

LE PROFIL FINANCIER AUJOURD'HUI

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances :
12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca

Finances

Québec

